

Communiqué de presse

Réactions des députés Agir_ au Plan « Ma Santé 2022 »

Pour Agnès Firmin – Le Bodo, députée de Seine-Maritime, « Le Président de la République présentait ce matin le plan de stratégie santé du gouvernement : création de la profession d'assistants médicaux afin d'accompagner et décharger les médecins d'actes médicaux simples, médecins salariés intervenant dans les désert médicaux, suppression du numérus clausus, évolution du système des urgences, développement d'outils numériques pour personnaliser au mieux les soins, création de communauté de professionnels soignants... **autant de mesures qui permettront à ce plan ambitieux et global de gagner du temps médical au profit de la prévention, de recentrer le système autour du patient avec notamment une logique de parcours, et je m'en félicite !**

Il faut maintenant traduire cela dans la future loi santé et veiller au niveau d'accompagnement financier. J'y serais bien sûr extrêmement attentive. Il est plus que temps d'agir ! »

Paul Christophe, député du Nord, « partage le constat du Président, et souscrit à certaines de ses propositions qui traduisent une véritable volonté d'améliorer une offre de soins devenue source d'inquiétudes et de préoccupations pour nos concitoyens. »

« Si les modalités d'application des ambitions présidentielles seront déclinées ultérieurement par Madame Agnès Buzyn, Ministre des Solidarités et de la Santé, **il nous faut rester vigilant sur les moyens alloués et la méthode employée.** »

« **Certaines propositions sont louables, mais les effets escomptés ne pourront être mesurés qu'à long terme.** Je songe notamment à la suppression du numerus clausus et l'ouverture de passerelles universitaires. »

« Je souscris à l'idée de regagner du temps médical avec la création de 4 000 postes d'assistants médicaux et de 400 médecins salariés dans les déserts médicaux. Il nous faut indéniablement rendre plus attractive la médecine de ville quand 9 diplômés sur 10 choisissent d'exercer en milieu hospitalier. N'opposons plus secteur public et secteur privé, mais coordonnons l'offre de soins en créant une synergie entre les acteurs, au service du patient. »

« Pour désengorger les services d'urgence, le Président propose de développer les Communautés Professionnelles de Santé de Territoire (CPST). Si nous pouvons saluer l'intention de confier certaines urgences à la médecine de ville, garantissant une offre de soins jusqu'à 20h00, je m'interroge à ce stade sur les moyens financiers indispensables soutenir cette initiative. »

« **Au-delà des annonces et malgré les points d'attention soulevés, je salue la volonté évidente du Président de résoudre un problème majeur du quotidien des Français.** »

« Pour financer ces mesures, il a annoncé que l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam), qui prévoyait initialement une baisse de 2,3%, proposera une hausse de 2,5% soit 400 millions dans le PLFSS 2019. **Les moyens financiers déployés seront-ils toutefois suffisants pour mener à bien une telle réforme ?** Membre de la commission des affaires sociales, j'entends rester vigilant lors des débats sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2019. »

Contact presse :

Caroline Fel _ 06 23 12 09 16 _ fel.caroline@gmail.com